

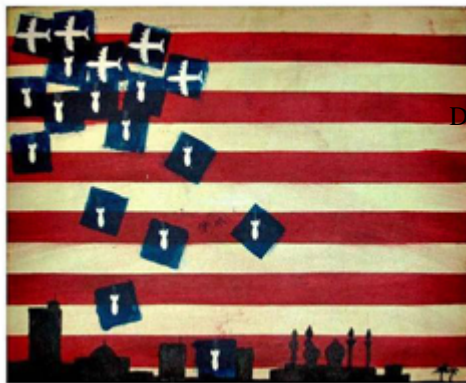


Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Etats-Unis-France-et-la-guerre-au-Moyen-Orient>

États-Unis, France, et la guerre au Moyen-Orient

- International - Le Monde -



Date de mise en ligne : mardi 7 octobre 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

« Le leadership américain est la seule constante dans un monde incertain ». « L'Amérique est le leader mondial dans la lutte pour affaiblir et détruire le groupe terroriste connu sous le nom de l'État islamique ». Quelques phrases de Barack Obama qui donnent une idée de la vraie préoccupation du pouvoir étatsunien au Moyen-Orient : récupérer son statut ébranlé de puissance impériale.

Le gouvernement des USA a rassemblé dans la coalition contre l'État islamique/Daesh une bonne partie des puissances occidentales pour une guerre qui se veut « sans troupes au sol » : la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, le Royaume-Uni... La plupart de ces États veulent limiter leur intervention militaire à l'Irak, dont le nouveau gouvernement les a appelés officiellement. En Syrie, les USA peuvent pourtant compter sur la collaboration des avions saoudiens, émiratis et jordaniens. Ainsi, les bombardements aériens se poursuivent en Irak et ont commencé en Syrie depuis la nuit du 22 au 23 septembre, détruisant des installations de l'EI (centres de commandement, installations pétrolières) en particulier dans la région de Raqqa. Ils s'attaquent aussi au Front Al-Nosra, rattaché à Al-Qaïda et qui, jusqu'à présent, ne se retrouvait pas dans la captation de territoires et le terrorisme de masse de l'EI, mais concentrait son action contre les troupes du régime, commettant des exactions dans ce cadre. Dorénavant, les deux forces tendent à converger.

Légitimation internationale... et doutes

Cette énième opération impérialiste au Moyen-Orient a tenté de se légitimer devant l'assemblée générale de l'ONU, en surfant sur l'horreur légitime que provoquent les crimes de l'EI. Elle s'appuie aussi sur la résolution unanime du Conseil de sécurité du 16 août qui réclamait le désarmement et la dissolution immédiate de l'État Islamique et du Front al-Nosra.

Mais il n'était pas encore précisé quelle opération militaire pouvait découler de cette résolution. La Russie par exemple, comme l'Iran, ne se satisfait pas d'opérations en Syrie qui ne seraient pas menées en coopération avec le régime de Bachar al-Assad. D'un autre côté, la Turquie traîne fortement les pieds, ayant protégé les forces djihadistes, ayant acheté le pétrole vendu par l'EI (comme le régime syrien) et surtout renâclant à une montée en puissance de forces kurdes.

Et beaucoup dans le monde doutent à voix haute de l'efficacité d'interventions militaires aussi claironnantes qu'imprécises dans leurs cadrage, et de l'engrenage sans fin dans lequel se recyclent les grandes puissances, défenseuses martiales (et très partiales) des droits de l'homme...

Pour leur part, les Syriens accueillent très froidement les frappes américaines. Ils contestent ouvertement l'efficacité de bombardements contre une force aussi souple que l'EI. D'ailleurs, les témoignages à Raqqa laissent à penser que les bâtiments bombardés avaient été évacués par les djihadistes. En revanche, ils citent des campements de bédouins bombardés sans raison apparente, et surtout ils soulignent que l'offensive de l'EI contre la région kurde de Kobane à la frontière turque se poursuit sans entraves, alors que les combattants kurdes du PYD et PKK se battent dans des conditions désespérées sans aucune aide en armement.

Construire la solidarité avec les mouvements populaires

Pour les révolutionnaires syriens, l'essentiel est de renforcer les forces locales non confessionnelles - et elles restent

nombreuses malgré les massacres - qui se battent à la fois contre le régime criminel et contre l'EI qui l'est tout autant. Ce sont elles qui peuvent empêcher le régime de réoccuper les zones que l'EI fuyait, qui peuvent réinstaller et organiser les populations déplacées, et qui peuvent ramener à elles au moins une partie des jeunes qui se sont ralliés au djihadisme, non par idéologie mais faute d'obtenir par d'autres organisations des armes contre le régime.

Côté irakien, il est urgent de mettre fin à la corruption et à la confessionnalisation du régime, pour que les populations puissent s'atteler à des objectifs communs de souveraineté, de liberté et de justice sociale.

Plus que jamais les dirigeants des grandes puissances qui parlent d'humanité avec des trémolos dans la voix, agissent en fait pour leur propre intérêt à court terme.

C'est de la responsabilité du mouvement ouvrier et démocratique que d'exiger, de ceux qui en auraient les moyens, de fournir de l'aide aux mouvements populaires qui luttent pour leur liberté sur le terrain, et de construire des cadres indépendants de tout État, qui organisent la solidarité internationale, de peuple à peuple.

Jacques Babel